

RDC : Les leçons du scrutin présidentiel

Thierry Vircoulon*, AFRIKARABIA | 29 Dec 2011

Trois semaines après la réélection contestée de Joseph Kabila en République démocratique du Congo (RDC), Thierry Vircoulon, responsable de l'Afrique centrale à l'International Crisis Group, dresse un premier bilan des élections congolaises. Voici son analyse.

La recette de la réélection de Joseph Kabila est le même cocktail anti-démocratique qu'on observe dans d'autres pays de la région (Ouganda, Rwanda, Centrafrique, Cameroun, etc.) : le contrôle de la machine électorale, le contrôle des institutions sécuritaires, la complaisance des Nations unies pour le pouvoir en place, le double langage des puissances extérieures et le manque de stratégie de l'opposition.

Le contrôle de la machine électorale incluait, dans ce cas, à la fois la CENI dirigée par le « conseiller spirituel » du président mais aussi la Cour suprême qui a reçu un renfort d'effectifs très opportun au début du mois de novembre, c'est-à-dire en pleine campagne électorale. Ces magistrats additionnels ont bénéficié d'une promotion de carrière accélérée pour aider à traiter le contentieux électoral sans d'ailleurs être formés pour cela compte-tenu du caractère très tardif de leur nomination. Mais ce contrôle de la machine électorale s'étend aussi à ce qui constitue la machine électorale informelle : les administrateurs territoriaux à tous les niveaux et les forces de sécurité. Les uns contribuent à la mobilisation populaire et mettent à disposition les moyens de l'Etat pour la campagne du parti au pouvoir tandis que les seconds exercent des pressions et quadrillent les quartiers d'opposition, comme on a pu le voir à Kinshasa. L'aviation civile a même été, à un moment, appelé à la rescousse pour retarder le retour de Tshisekedi au pays. Dans un pays où les forces de sécurité sont chroniquement sous-payées, le pouvoir a pris soin de les rémunérer avant le scrutin et, pour plus de sûreté, il a aussi procédé à quelques changements de commandement, notamment dans cette province d'opposition qu'est l'Equateur. Cette mainmise sur l'appareil électoral et les forces de sécurité déséquilibre obligatoirement la campagne électorale qui a fini par ressembler au combat de David contre Goliath.

Les ambiguïtés de la communauté internationale

Les Nations unies avaient, selon leur mandat, un triple rôle de logisticien, conseiller technique et médiateur mais, après la malheureuse expérience ivoirienne, elles avaient pris soin de ne pas être l'arbitre des élections congolaises en ne les certifiant pas. De fait, les Nations unies et leur mission sur place, la MONUSCO, ont opté pour une posture ambiguë en étant « in » pour l'ensemble du processus mais en se mettant « out » pour son point final. Cette « implication sans risque » était, en fait, risquée à la fois pour les élections et pour la MONUSCO car celle-ci s'est trouvée impliquée là où elle ne voulait pas l'être et désimpliquée là où elle aurait dû l'être : en étant « embedded » avec la CENI, elle a été le témoin de sa mauvaise organisation, de la confection très approximative de la liste des électeurs, des décisions biaisées de son président et des contrats de plusieurs

millions passés de gré à gré ; en étant chargée de l'acheminement des bulletins de vote, elle a transporté des tonnes de bulletins après le 28 novembre sans s'assurer qu'ils n'étaient pas cochés ; en étant un chaînon actif de la compilation des résultats au sein de la commission ad hoc, elle a vu passer les résultats impossibles de certaines circonscriptions du Katanga sans dire un mot ; et malgré sa mission de bons offices, elle n'a pas cherché à prendre contact avec les oppositions, et notamment l'UDPS.

En revanche, elle est restée silencieuse sur le retard organisationnel qui compromettait la bonne tenue du scrutin du 28 novembre, silencieuse sur les multiples violations du code électoral, silencieuse sur le faux nettoyage de la liste électorale et silencieuse sur les millions de votes qui ont disparu – elle n'a appelé que mollement à la prise en compte des observations des missions du Carter Center et de l'Union européenne. Néanmoins, la MONUSCO ne s'est pas contentée d'être un témoin silencieux, elle a été un acteur de la compilation des résultats présidentiels puisque le président de la CENI affirme que c'est un expert des Nations unies qui réceptionnait et traitait les chiffres en provenance des provinces... Tout en voulant échapper au cauchemar de la validation officielle des résultats, la MONUSCO semble avoir été un tout petit peu trop loin dans son « assistance technique » et avoir dépassé les limites fixées par sa stratégie « d'implication sans risque » en œuvrant à la compilation des résultats présidentiels.

Les puissances extérieures ont développé un double langage : au nom de la démocratie, les Occidentaux ont financé pour un peu plus de 100 millions de dollars un processus électoral qu'ils savaient biaisé dès le départ et qu'ils auraient reconnu du bout des lèvres si ce n'était l'évidence de la fraude, tandis que les Africains qui n'ont rien financé et rien observé (leurs missions s'apparentant davantage à du tourisme électoral qu'à de l'observation électorale) ont salué la bonne tenue du scrutin vue du Grand Hôtel et du Memling mais ont oublié de venir à l'inauguration d'un président laissé en bien mauvaise compagnie puisque le seul chef d'Etat africain présent était Robert Mugabe. Finalement, les bailleurs ont payé sans pouvoir dire qu'ils ont réalisé un investissement pour la démocratie et les présidents de la région ont soutenu par solidarité anti-démocratique mais sans aller jusqu'à s'afficher en public avec le vainqueur.

Une opposition divisée

Mais la réélection de Joseph Kabila n'aurait pas été possible sans la désunion de l'opposition. Celle-ci a été confrontée à l'exigence d'unité par la révision constitutionnelle de janvier qui a supprimé le second tour de l'élection présidentielle. Dès lors, l'élection présidentielle devait prendre l'aspect d'un duel entre deux hommes. Au lieu de cela elle est devenue une course inégale à 11 partants : le président sortant face à deux challengers crédibles, Etienne Tshisekedi et Vital Kamerhe, et à 8 autres candidats sans stature nationale et sans moyens. Pendant les mois qui ont précédé le scrutin, la vie de l'opposition a été dominée par des discussions sans fin entre les camps de Etienne Tshisekedi et Vital Kamerhe, des batailles d'egos, des postures inutiles et des rendez-vous manqués, les uns et les autres étant plus soucieux des apparences politiciennes que des réalités stratégiques. Finalement, ce qui aurait pu être le duo gagnant (le score officiel combiné de Vital Kamerhe et d'Etienne Tshisekedi, 40%, laisse entendre qu'ils ont

certainement fait plus) ne s'est pas matérialisé et, au lieu de courir ensemble, Etienne Tshisekedi et Vital Kamerhe ont couru chacun dans leur couloir, en parallèle, vers une défaite annoncée en dépit d'un rejet populaire du statu quo.

Si le chapitre de l'élection présidentielle est clos juridiquement, il ne l'est pas politiquement (mais ce n'est pas certain car les conséquences de cette élection bâclée débutent tout juste). On peut désormais conclure que le soutien des Occidentaux mais aussi des Africains s'effrite et que l'inauguration solitaire en compagnie de Robert Mugabe est probablement la pire communication politique qu'on pouvait imaginer pour débiter ce nouveau mandat. Il ne suffit pas d'être élu, encore faut-il être bien élu, c'est-à-dire ajouter à la légalité formelle des institutions d'Etat la légitimité nationale et internationale.

* Thierry Vircoulon est le directeur de projet en Afrique Centrale pour International Crisis Group.